



*Liberté • Égalité • Fraternité*

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

DÉPARTEMENT DE LA SAÔNE-ET-LOIRE  
COMMUNE DE MONTRET

**Arrêté municipal du 9 septembre 2021  
Réglementant la circulation sur les voies suivantes :**

- La Mare Perussot
- Rue de Montroux
- Rue de Viennette
- Impasse de Viennette

LE MAIRE DE MONTRET,

**VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales ;

**VU** la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état ;

**VU** le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.2 à L 2213.4 ;

**VU** le code de la route et notamment les articles R 110-1 et suivant, R 411-5, R 411-8, R 411-18 et R 411-25 à R 411-28 ;

**VU** le code rural, et notamment l'article L 161-5 ;

**VU** l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;

**VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, (livre I - quatrième partie - signalisation de prescription absolue - approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 modifié ;

**Considérant** que pour permettre l'exécution des travaux d'implantation de poteaux par la société NGE – EHTP de Dijon le compte du Conseil Départemental de Saône-et-Loire dans les hameaux de Viennette, Charmoissy, Montroux et de La Marre Perussot et assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise ou de la personne chargée de leur réalisation, et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

**A R R Ê T E**

**ARTICLE 1** : La circulation et le stationnement des véhicules de tout type seront temporairement réglementés dans les hameaux de Viennette, Charmoissy, Montroux et de La Marre Perussot durant 360 jours, pour la durée des travaux qui auront lieu à partir du 13 septembre 2021.

**ARTICLE 2** : La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle - quatrième partie - signalisation de prescription absolue - sera mise en place à la charge de l'entreprise NGE – EHTP de Dijon représentée par Monsieur Josselin MONTEL.

**ARTICLE 3** : l'entreprise NGE – EHTP de Dijon sera tenue de remettre la chaussée dans le même état qu'avant travaux.

**ARTICLE 4** : Les dispositions définies par l'article 1<sup>er</sup> prendront effet le jour de la mise en place de l'ensemble de la signalisation prévue à l'article 2 ci-dessus.

**ARTICLE 5** : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 6** : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et dans la commune de MONTRET.

**ARTICLE 7** : Conformément à l'article R 102 du code des tribunaux administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif Tribunal Administratif de Dijon, 22 rue d'Assas BP 61616, 21000 DIJON, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

**ARTICLE 8** : Madame le Maire de la commune de MONTRET,  
Monsieur le Commandant de la brigade de gendarmerie de MONTRET,  
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à MONTRET,  
le 09/09/2021  
Le Maire  
Stéphane BESSON



Copie sera adressée au Commandant de la Brigade de gendarmerie de MONTRET.